

Le Monde

POLITIQUE

Menaces contre les élus LRM : un député reçoit une balle dans son courrier

Dans le contexte social tendu, de nombreux députés de la majorité doivent renoncer à des événements en public, d'autres font l'objet de protection policière.

Les menaces à l'égard des députés de la majorité vont crescendo depuis le début du mouvement des « gilets jaunes ». Aux habituels courriers de réclamations ou aux dégradations de leurs permanences, fréquents lors de crises politiques, se sont ajoutées ces dernières semaines des menaces physiques. Vendredi 7 décembre, Benoît Potterie, élu La République en marche (LRM) du Pas-de-Calais, a indiqué à l'AFP qu'il avait reçu à sa permanence un courrier contenant une balle et cet avertissement : « *La prochaine fois tu la prends entre les deux yeux.* »

De nombreux députés ont fait part au *Monde* des menaces à leur encontre. Une élue des Yvelines raconte avoir eu la surprise d'un coup de fil de la gendarmerie qui l'avertissait que des rondes étaient effectuées autour de son domicile au cas où elle serait la cible d'attaques. Les domiciles personnels de plusieurs députés ont été notamment visés, leurs adresses circulant sur les réseaux sociaux où échangent les « gilets jaunes ». Ainsi, le 24 novembre, Mireille Robert, députée LRM de l'Aude, avait dénoncé l'invasion de son jardin, en pleine nuit par « *40 hommes casqués et cagoulés* ». Par ailleurs, plusieurs parlementaires font l'objet d'une protection rapprochée par les forces de l'ordre.

Dans *Le Parisien*, Florian Bachelier, élu d'Ille-et-Vilaine, explique avoir été interpellé lundi matin 3 décembre à la sortie de son domicile par « *un homme cagoulé* ». Ce jour-là, « *il me prévient que si je continue à défendre la politique d'Emmanuel Macron, je prends des risques énormes* », relate le député.

Eviter les endroits symboliques

Selon les élus interrogés par *Le Monde*, les menaces semblent très variables selon les départements et les régions. Certains n'en ont perçu aucune, d'autres ont dû chambouler leur agenda. La députée LRM de l'Hérault Coralie Dubost a renoncé à plusieurs déplacements en public depuis quelques jours. « *Le préfet m'a demandé de ne pas y aller sinon il était obligé de dépêcher une brigade* », raconte-t-elle. Elle sera sous protection policière pour une réunion publique dans sa circonscription la semaine prochaine.

Le Monde

Vendredi matin, la députée LRM de Moselle Hélène Zannier expliquait qu'il lui avait été recommandé d'éviter les endroits symboliques, comme sa permanence, où elle ne se rend plus. Elle a aussi renoncé à participer à plusieurs événements dans sa circonscription, comme la fête de la Saint-Nicolas ou celle de la Sainte-Barbe. « *Des commerçants m'ont raconté que des personnes avaient menacé de s'en prendre à leurs boutiques si je venais* », raconte-t-elle. « *Ce qui est rageant, c'est que j'ai toujours eu à cœur d'être au contact* », regrette l'élue,

qui a rencontré à de multiples reprises des participants au mouvement. « *J'éprouve un sentiment d'injustice, poursuit-elle. On reproche aux élus d'être trop loin des citoyens, mais on nous empêche d'être à leurs côtés.* »

Manon Rescan (avec AFP)

Par Manon Rescan Publié le 07 décembre 2018 à 16h53